

Ils l'ont dit à La Tribune



BRIGITTE KLUNKERT ET ROLAND THEIS

Pour la coprésidente de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, députée (EPR) du Haut-Rhin, et son homologue de la Sarre, les citoyens vivant dans les régions frontalières ont besoin de contrôles efficaces et concertés à la frontière franco-allemande.

« La frontière entre nos deux pays doit rester un espace exemplaire de gestion partagée, de solidarité européenne, d'échange d'idées et de coopération. Ensemble, montrons qu'il est possible d'allier efficacité, sécurité et respect des valeurs fondamentales de l'Union européenne. »

Le choix de la rédaction

Deux opinions à découvrir sur Latribune.fr

« BIOÉCONOMIE: UN PARI STRATÉGIQUE POUR L'EUROPE INDUSTRIELLE »

Par Virginie Lutrot, présidente de Caux Seine agglo, et Frédéric Van Gansberghe, directeur général de Futuro.

« Une alternative crédible existe: celle d'une économie fondée sur la biomasse, les biodéchets, les cultures à vocation non alimentaire. Une "économie du vivant" qui, loin de se cantonner à une utopie écologique, s'impose désormais comme un levier de souveraineté industrielle et de création d'emplois. »

« L'INDISPENSABLE RECONSTRUCTION DE L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE »

Par Louis Giscard d'Estaing, président de la Fondation Valéry-Giscard d'Estaing, maire de Chamalières, Dominique Busserau, vice-président de la Fondation Valéry-Giscard d'Estaing, ancien ministre, et Patrick d'Humières, coanimateur du Campus Démocratie française. « Nous lançons le Campus Démocratie française pour embarquer les jeunes élus et responsables dans cette réflexion. »

L'essai de la semaine



CONTRE LE COMPLIT

« C'est rien de moins que notre démocratie qui est en jeu », argue Thomas Huchon. Dans *Résister aux fake news*, le journaliste passe au crible une vingtaine de théories du complot afin de les « débunker » une par une. Des attentats du 11-Septembre à la pandémie de Covid-19 en passant par les pyramides

égyptiennes qui auraient été construites par des extraterrestres et la série d'animation *Les Simpson* qui prédirait l'avenir. Il revient sur l'histoire de ces théories, de leurs propagateurs, et surtout de leurs arguments capillotractés. Ils sont pourtant des milliers de Français à y croire: un sondage Ifop datant d'avril 2023 rapportait que 33 % des répondants adhéraient aux théories du complot entourant le 11-Septembre, estimant que ces attentats étaient une manière pour le gouvernement américain de légitimer ses guerres en Afghanistan et en Irak et que la chute des tours aurait été programmée avec des explosifs cachés dans les bâtiments. Ces fausses théories nous invitent à repenser le rapport à l'information et à la vérité, en particulier au travers des réseaux sociaux. Thomas Huchon appelle à l'utilisation de l'esprit critique mais aussi à une meilleure régulation par les pouvoirs publics du numérique et des algorithmes, principaux vecteurs des théories complotistes.

AURÉLIEN QUÉMÉNER

Résister aux fake news, de Thomas Huchon, First, 240 pages.

« Les acteurs économiques, nouvelles boussoles d'un monde fragmenté »

Alors qu'économistes, chefs d'entreprise, chercheurs et responsables politiques se

réuniront la semaine prochaine à Aix-en-Provence, l'ordre mondial traverse une crise majeure et se fragmente chaque jour davantage. La France peine à imposer sa vision d'une « autonomie stratégique » de l'Europe et laisse à Washington le leadership géopolitique sur ce qu'il reste de l'alliance occidentale héritée de la Seconde Guerre mondiale. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le bombardement par les États-Unis des installations nucléaires iraniennes, sur fond de poursuite des offensives russes en Ukraine, montre que les grandes puissances ont choisi la force plutôt que la diplomatie.

Si nos leaders politiques ne parviennent pas à faire émerger un consensus, qui peut encore raviver l'espoir d'un avenir meilleur ? La réponse ne pourrait-elle venir des acteurs économiques ?

Contre toute attente, dans le chaos géopolitique actuel, l'économie mondiale a fait preuve d'une grande résilience. Les entreprises ont su réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement, sécuriser leurs marges, s'adapter, et parfois même anticiper. Certes, le commerce mondial s'est ralenti, mais il n'a pas chuté durablement: l'inflation a pu être contenue et les marchés financiers ont démontré une belle résistance.

Les acteurs économiques seraient-ils devenus la boussole la plus fiable pour tracer un chemin dans ce brouillard géopolitique ? Face à l'incertitude qui inquiète le monde et les investisseurs, le commerce mondial peut jouer le rôle de socle solide. Les entrepreneurs du monde parlent le même langage, celui des affaires et de l'état de droit. Ils misent sur la confiance, l'é-



Éric Lasry
Avocat aux barreaux de Paris et de l'Illinois*



Cyrus Vance
Avocat au barreau de New York et ancien procureur de Manhattan (2010-2021)*

ment fondamental des relations commerciales, qui facilite l'engagement, réduit les tensions interculturelles, favorise l'éthique et la recherche du compromis.

C'est sans doute ce qui explique que les grandes entreprises soient souvent perçues comme des entités plus fiables que les autorités publiques. Selon un sondage d'OpinionWay réalisé en février 2025 pour le *Cevipof*, 62 % des Français font confiance aux entreprises contre 16 % au politique. De même aux États-Unis, la méfiance envers l'état fédéral, la polarisation politique et l'image d'efficacité du secteur privé favorisent un penchant marqué vers les entreprises, jugées plus compétentes.

Aux États-Unis encore, cette préférence pour les grands entrepreneurs a renforcé leur légitimité face aux politiques, allant jusqu'à leur conférer une stature présidentielle, comme l'a montré la réélection de Donald Trump à la Maison-Blanche, incarnation de la réussite

entrepreneuriale. En France, les chances d'un Michel-Édouard Leclerc ou d'un Xavier Niel paraissent plus limitées même si, d'après une étude de Harris Interactive de février 2025, sept Français sur dix accueilleraient favorablement la candidature d'un chef d'entreprise à la prochaine élection présidentielle.

Une nouvelle grammaire du pouvoir se dessine donc sous nos yeux dans laquelle les chefs d'entreprise s'expriment, ont des convictions et n'hésitent plus à se positionner comme partie prenante stable et fiable dans les rapports de force entre le politique et l'économique. Il ne s'agit pas de remplacer les politiques, loin de là, mais de permettre au monde de continuer de fonctionner dans toute sa complexité.

Que faut-il en déduire pour la communauté d'affaires française qui se réunira à Aix ? Que le temps n'est plus aux illusions; qu'il faut affronter le choc des réalités. Il est plus que jamais nécessaire de renforcer notre résilience sur les plans économique, technologique, sociétal – et d'admettre que, dans un monde fragmenté, le leadership repose sur des valeurs et, surtout, des actions concrètes.

Mais ce leadership d'influence nécessite du courage – le courage de continuer à investir dans des marchés incertains, d'innover de manière responsable et de parler d'une voix forte et unie pour établir des repères, inspirer une vision et incarner une nouvelle forme d'engagement. Les entreprises françaises disposent du capital culturel, du modèle social et de réseaux mondiaux nécessaires pour jouer un rôle de premier plan dans cette nouvelle ère.

* Les auteurs, tous deux associés au cabinet d'avocats d'affaires Baker McKenzie, s'expriment ici à titre personnel.

« Sur l'audiovisuel public, le statu quo n'est plus possible »

Par Laurent Lafon
Sénateur (UC), auteur de la proposition de loi

Le constat est connu. L'audiovisuel connaît une profonde mutation technologique entraînant des changements d'usage. Le numérique remplace progressivement mais inéluctablement les médias traditionnels. Si les plus âgés continuent d'écouter régulièrement la télévision et la radio, en revanche les jeunes s'informent ou se distraient désormais sur Internet. Ne nous trompons pas, ils ne reviendront plus sur les médias traditionnels. La bascule est irrémédiable.

Ce constat a été fait à de nombreuses reprises dans des rapports émanant de parlementaires, de l'Arcom, de l'inspection générale des finances ou plus récemment de Laurence Bloch, professionnelle reconnue de la radio.

Face à cette évolution profonde, de nombreux acteurs ont compris que le statu quo n'est plus possible. L'accord entre TF1, première chaîne de la TNT, et Netflix en est une nouvelle illustration.

Dans ce paysage très concurrentiel, la France présente une spécificité: le poids de son audiovisuel public, structuré autour de France Télévisions et de Radio France. Dans un monde informationnel dérégulé, nos médias publics sont un atout, gage d'une information de qualité et du bon fonctionnement du débat public.

Mais pour le rester, ils doivent s'organiser. Un consensus se dégage sur les évolutions nécessaires: engager une transformation profonde vers le numérique, aller chercher les jeunes et les publics plus populaires qui ont quitté l'audiovisuel

public, et enfin organiser une convergence des différents médias qui le composent.

Ces dernières années, l'audiovisuel public a essayé de réagir, avec succès souvent, comme Radio France, qui a compris très tôt le potentiel des podcasts, avec retard aussi, comme France Télévisions qui a entrepris tardivement la bascule sur le numérique. Mais ils l'ont fait avec une organisation devenue obsolète. Chaque structure

réseaux locaux de France Bleu et de France 3. Lancé en 2018, relancé en 2023, il n'avance que très lentement. Aucune émission commune n'a été réalisée!

À chaque fois, les acteurs de terrain font remonter les mêmes difficultés: absence d'arbitrage lorsque les intérêts sont jugés contradictoires, divergences de vues entre dirigeants, insuffisante priorisation de ces projets.

Le projet de holding de l'audiovisuel public sera soumis cette semaine au vote de l'Assemblée nationale. Ce texte, essentiel pour assurer la pérennité de notre audiovisuel public, a été voté au Sénat en juin 2023. Il a depuis été plusieurs fois repoussé pour des raisons extérieures au texte (dissolution en juin 2024, motion de censure en décembre 2024). À chaque fois pourtant, une majorité de députés étaient prêts à le voter.

Cette réforme est-elle perturbante ? Sans doute. Elle remet en question certaines organisations et aussi, il faut le dire, des intérêts individuels. Est-elle atypique ? Certainement pas. Les audiovisuels publics des pays voisins ont déjà entrepris le même regroupement.

Du reste, les opposants à cette réforme proposent-ils un autre modèle ? Avancent-ils d'autres réponses pour affronter les mutations technologiques vers le numérique et bientôt l'IA ? Ont-ils d'autres solutions pour préserver notre souveraineté dans un monde des médias désormais dominé par de grands acteurs américains ?

Cette réforme est une opportunité. Saïssons-la. Simon, l'audiovisuel public sera le premier à le regretter demain. ■

« Dans un monde informationnel dérégulé, nos médias publics sont un atout »

continue de travailler en silo ignorant qu'elle fait partie d'un tout, l'audiovisuel public, financé par la même ressource, l'argent public, ignorant surtout que ses concurrents sont désormais des acteurs américains puissants, Google, Amazon, Netflix, dont l'avancée technologique et la puissance financière sont sans commune mesure. Or, face à de tels concurrents, il n'existe pas d'autres solutions que de se regrouper.

Certes, les directions des entités publiques ont mis en place des coopérations « par le bas » en impulsant des projets communs. Le succès n'est pas au rendez-vous. Le projet Franceinfo, qui regroupe la radio et la chaîne d'information en continu, a les plus faibles audiences des chaînes d'information. Le projet Ici rapproche les